



LETTRE OUVERTE

AU

MARECHAL DU TCHAD, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

J'ai l'honneur de vous adresser très humblement par la présente ainsi qu'au peuple tchadien tout entier un avis sur le Tchad. Et émettre des regards critiques sans ambages sur la situation tumultueuse de notre cher et beau pays le Tchad, et un missive qui ne rien d'autre qu'un rappel sur ce qui se passe à côté de nos frontières : BURKINA FASSO, Libye, ALGERIE, SOUDAN, MALI ne citer que cela à titre illustratif et la liste est exhaustive, en plus, des expressions directes pourraient heurter les sensibilités de votre Maréchal, alors je ne nullement l'intention et demande par conséquent votre indulgence.

En effet, je ne pouvais pas vous joindre, puisque toutes les voies sont hermétiquement fermées, je suis obligés d'emprunter celle qui n'est pas la plus indiquée, celle de vous écrire directement.

Monsieur le Maréchal du Tchad, lors de votre entrée triomphale à N'Djamena le 04 décembre 1990 vous avait déclaré et je cite : je ne vous ai apporté ni or, ni argent, mais la liberté, ou en est-on avec cette liberté proclamée?, et où en sommes-nous actuellement?, notamment sur le plan social, économique, politique et Démocratique. Le peuple martyr du Tchad a placé son espoir dans la démocratie proclamée comme une opportunité de libération de la parole longtemps confisquée sous le règne du régime totalitaire déchu. Cette euphorie n'a duré que le temps de sa proclamation. Les tchadiens qui ont cru au changement du mode de gouvernance, à la parole libérée une nouvelle écoute devaient déchanter face à la nouvelle forme de dictature de plus pernicieuses. C'est pourquoi, il apparait impérieux de fédérer les forces politiques pour réaliser démocratiquement le changement escompté.

En 1996, le peuple martyr du Tchad a réaffirmé dans la constitution de la république, sa volonté de vivre ensemble dans le respect des diversités et de bâtir un état de droit basé sur le respect de droits fondamentaux et sur les libertés individuelles et collectives.

Trente années de pouvoir unique qui nous gouverne sans partage, notre pays a basculé dans des désordres indescriptibles caractérisés par des conflits intercommunautaires sans précédent. Un système politique anti-démocratique ruine ses propres initiatives et paralyse ses actions favorisant les injustices, l'arbitraire, l'exclusion, les discriminations, l'enrichissement illicite et bien d'autre maux. Notre pays sombre dans l'incertitude la plus totale de son histoire.

Monsieur le Maréchal du Tchad, en dépit d'une décennie d'embellie financière due aux ressources pétrolières, au gaz naturel, aux ciments, et à l'or made in Tchad colossales, des aides extérieur consistantes auraient pu booster le développement de notre pays est devenue une malédiction pour notre pays, on assiste impuissant aux regards de la tendance vers la culture de la médiocrité et au banditisme d'état au détriment d'une orthodoxie administrative.

En effet, le régime actuel qui préside aux destinées de notre pays depuis trois décennies de honte et de mépris sans apporter changement dans le quotidien des Tchadiens, ne peut plus répondre aux attentes des populations.

Les droits constitutionnels des citoyens et les assis démocratiques sont bafoués : Les droits de manifester, de s'exprimer librement, de pétitionner sont systématiquement interdites. Fréquemment les défenseurs de droits humains, les syndicalistes, les journalistes et les leaders politique sont emprisonnés pour des motifs non fondés, condamnés à des lourdes peines.

L'espoir né de la conférence nationale souveraine de voir la démocratie, l'état de droit et la réconciliation nationale aux fondements de notre unité nationale s'évapore en temps et lieu au grand dam du peuple qui aspire au bon vivre ensemble. A cet égard justement, l'autoritarisme, les privations de liberté, l'insécurité, les banditismes politique, la délinquance financière, le bradage des ressources, et leurs cohortes d'exclusions et de mépris de l'autre ont fini à s'installer en lieu et place en règle de bonne gouvernance il va sans dire que le régime MPS est le pur des régimes qu'a connu le Tchad.

Monsieur le Maréchal du Tchad, nous sommes fondés d'affirmer que la démocratisation du régime politique au Tchad est un projet chimérique. La banalisation des textes de la république qui sont violés ou tripataouillés au gré du pouvoir pour assouvir des objectifs électoraux, à titre illustratif, la désignation des membres de la CENI par Décret 216 du 21 février 2019 ne respecte ni la loi 30/PR/2018 du 30 novembre 2018 ni le consensus exigé s'est faite sans référence aucune à la disposition de la loi y afférente,

La cooptation des membres de l'opposition démocratique au CNDP par Décret 1853 devient un problème même si certains partis de l'opposition au sein du CNDP semble avoir accompagné ce qu'on appelle coup de force du **SG du MPS ZEN BADA et son complice ROMDOUMGAR NIABE FELIX** si aucune solution n'est trouvée, alors c'est l'incertitude d'inquiétude qui ouvre inexorablement le processus électoral au Tchad.

Sur le plan politique, le Tchad cours toujours derrière un chimérique espoir de démocratie, de liberté et de justice au lieu d'un état de droit et de liberté. Les Tchadiens assistent impuissant devant cette tyrannie bloquant toute alternance démocratique par la voie des urnes.

L'alternance démocratique a du mal à se concrétiser au Tchad, la dictature qui a porté la voile longtemps et actuellement à visage découvert. Le maréchal souverain du Tchad à travers les congrès élargis du MPS appeler forum exclusive c'est tailler la part du lion, s'en rongeant d'un pouvoir intégral absolu.

L'impérative de la démocratie pluraliste exige une culture de l'alternance politique qui devrait se fonder sur l'indépendance de la justice, la liberté d'égalité de tous devant la loi.

Monsieur le Maréchal du Tchad vous êtes sans ignorer que l'opposition démocratique est dans une tourmente du faite de l'immixtion de la majorité présidentielle dans la désignation des représentants de celle-ci dans les institutions impliquées dans la gestion du processus électoral notamment CNDP, CENI.

Alors, le CNDP se trouve être aujourd'hui un instrument de manipulation de l'opposition Démocratique à la dévotion de la majorité présidentielle.

C'est dans ces conditions, que l'organisation des élections qui soient libres et transparents relève d'une pure utopie.

Face à cette volonté manifeste de banalisation de la loi suprême du pays, dans l'optique de confiscation du pouvoir au grand dam du peuple qui réclame l'exercice du droit que la constitution lui reconnaît. C'est-à-dire le droit d'élire à terme échu ses députés, le PRAD ne saurait rester insensible.

Tout ceci augure d'un paysage où l'organisation des élections libre et transparentes demeure un puissant défi pour les partis politique en général et l'opposition démocratique en particulier, de même la

mal gouvernance et l'injustice constituent le nœud gordien de la problématique de l'épanouissement du Tchad doivent faire place à une gestion orthodoxe des affaires publiques, notamment la gouvernance électorale nous intéresse à plus d'un titre.

Le régime du souverain Marechal du Tchad est atteint d'une psychose, s'est imposé par la force des armes, il a orienté les énergies vers la guerre et la répression plutôt que vers le développement socio-économique Grâce à la suspicion, il a instauré un climat de méfiance et de terreur. Le régime a montré ses limites et son incapacité à gérer le pays, le mal gouvernance observé ca et la illustre parfaitement la situation actuelle que nous vivons de tous les jours .La dérive du Tchad semble consommée, notre pays s'est enlisé dans le chaos et l'immobilisme.

Cependant, un sursaut national peut donner lieu à des fondements nouveaux notamment démocratique à notre pays.

Le PRAD dans sa vision politique s'inscrit dans cette logique, celle de redresser le Tchad aujourd'hui non seulement en faillite mais agonisante et voir son avenir hypothéqué.

Monsieur le Maréchal comme la Démocratie est le pouvoir du peuple celui-ci vous arrachera un jour par surprise quand il le faudra, quand le peuple veut le changement du régime, il exige également la démission du président ainsi OUMAR ALBECHIR, IBRAHIM BOUBAKAR KEITA, ABDELAZIZ BOUTERFLIKA, MOHAMAR KADDAFI, BLAISE COMPAORE sont parties.

Monsieur le Maréchal au Tchad, cette situation peu luisante doit logiquement attirer votre attention car le peuple Tchadien est fatigué par vos multiples mépris. « Un adage dit qu'on peut tromper tout le peuple en un jour mais pas tous les jours », après 30 ans de pouvoir sans partage les tchadiens n'attendent rien de vous, sauf une élection crédible, transparente et apaisée selon la volonté du peuple.

Monsieur le Maréchal du Tchad, Président de la République, Chef du Gouvernement, j'ose croire que la justice et l'équité seront vos principaux outils de travail afin de garantir au Tchad tout entier, des lendemains meilleurs, animés par des principes des droits et par voie de conséquence, d'unité de travail et de progrès

Tout en vous souhaitant un bon processus électoral radieux dans la 4^{ème} République, daignez agréer Monsieur le Maréchal du Tchad, Président de le République, Chef du Gouvernement, l'expression de ma très haute considération.

LE PRÉSIDENT NATIONAL DU PARTI REPUBLICAIN POUR L'ALTERANCE DEMOCRATIQUE(PRAD)



MEHEDI BENBARKA TAHIR KOUMBAL